



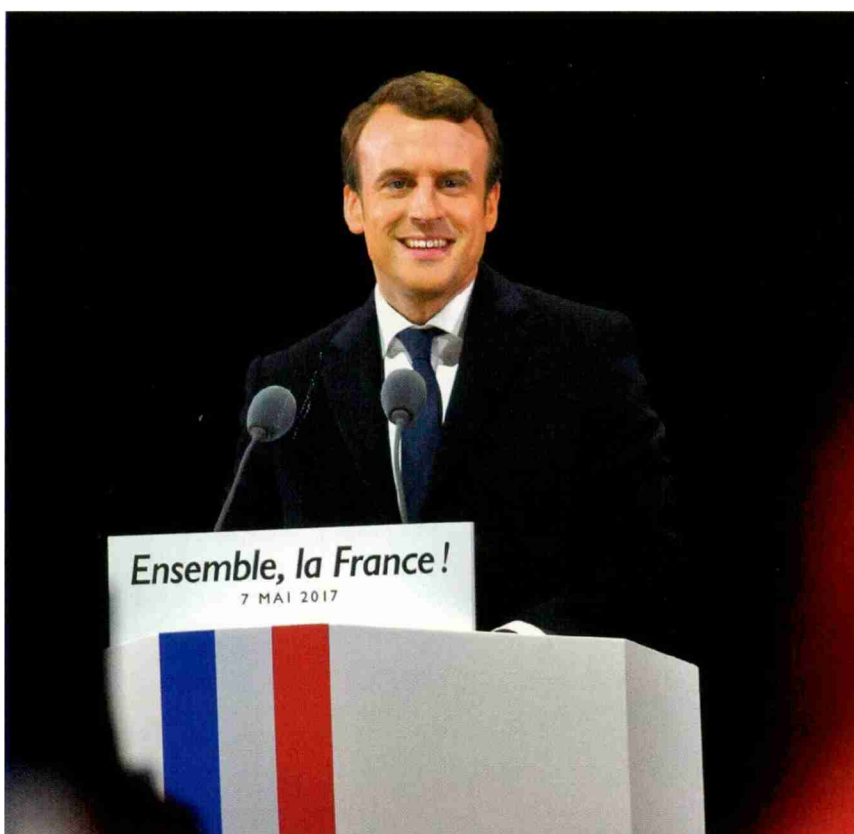
Le marché des actions est dopé par l'effet Macron

Plusieurs titres sont recommandés par les analystes bancaires, sur les marchés suisses et européens.

Par Edouard Bolleter

C'EST FAIT: EMMANUEL MACRON a été élu président de la République française alors que personne ne l'attendait il y a une année encore! Issu de la banque, l'homme semble avoir conquis les milieux économiques de son pays et des nations voisines. En Suisse, l'avènement du centriste est considéré comme un soulagement par un grand nombre d'économistes, comme le résume Fernando Martins da Silva, chef stratège et directeur de la politique d'investissement de la Banque Cantonale Vaudoise (BCV): «L'attention peut désormais se porter davantage sur les fondamentaux de l'économie européenne.»

Mais quelle est la conséquence concrète pour les investisseurs désireux de placer leur argent sur le marché des actions? Le chef stratège prévient: «Des fondamentaux ont soutenu les marchés européens depuis le début de l'année, ils affichent une progression de 13%, contre 5% pour les marchés américains. Dans ces conditions, monter dans le train aujourd'hui, au lendemain de la victoire d'Emmanuel Macron, n'est pas recommandé, car les marchés sont surachetés. Il vaut mieux attendre un mouvement de prise de bénéfices, une consolidation, qui pourrait par exemple être causée par les résultats des législatives françaises, avant de renforcer sa position dans les actions européennes, qui restent attractives.»



Issu de la banque, Emmanuel Macron semble aussi avoir conquis les milieux économiques.



Le SMI franchit les 9000 points

Un avis partagé par le professeur d'économie à l'Université de Fribourg, Sergio Rossi, interrogé par l'ATS. «La zone euro n'en a pas résolu ses problèmes pour autant. Il faudra voir ce qui se passe une fois derrière l'euphorie des marchés des semaines après l'élection. En outre, l'économie française ne devrait pas en sortir renforcée, d'autant plus que ses faiblesses se confirmeront durant le quinquennat, au vu de la fracture socio-économique ressortie durant la campagne.»

Reste que la première réaction constatée à la Bourse suisse est que l'indice des valeurs vedettes (SMI) a franchi le cap des 9000 points, porté par un effet Macron, et pour la première fois depuis décembre 2015. «Délaisser l'immobilier, investir en actions, tel pourrait être le mot d'ordre adressé par le président aux Français, au travers de la réforme fiscale promise», indique comme possible explication Laurent Deschenaux, de la Banque Cantonale de Fribourg.

Autre question liée aux marchés: certains titres suisses pourraient-ils être concernés par le nouveau régime français, sachant que les échanges entre la France et la Suisse ont augmenté de 10,6%, à 28 milliards de francs en 2016, et que la France est par ailleurs pour la Suisse le troisième débouché à l'exportation, après l'Allemagne et les Etats-Unis? Première piste, Macron devrait être favorable à la Suisse, notamment par rapport à la question fiscale et au cas UBS. «Dans le dossier européen, la politique de Macron pourrait aider à convaincre l'Allemagne de trouver une issue favorable à l'ensemble des parties prenantes dans la relation entre Berne et Bruxelles», considère ainsi Sergio Rossi.

De son côté, Marc Effgen, Managing Director chez Rouvier Associés à Lausanne, anticipe: «Des actions comme Atos et Kudelski, actives notamment dans la sécurité informatique, sont sous la lumière suite au hacking subi par Macron. Le secteur bancaire suisse devrait pour sa part bénéficier d'un certain relâchement de la pression

législative européenne sur lui. Le président Macron ayant insisté sur les investissements, les sociétés d'infrastructure pourraient aussi



être un bon placement. Enfin, nous constatons de la part des investisseurs un certain désistement des obligations en faveur du marché des actions.»

Priorité à la compétitivité

La période pré-estivale et les élections françaises semblent donc propices aux marchés des actions européens. Pour Andrew Garthwaite de Credit Suisse, la victoire d'Emmanuel Macron à la présidentielle est effectivement une bonne nouvelle pour l'économie française et pour les marchés. Le candidat donne en effet la priorité à la compétitivité des entreprises et prône une plus grande intégration de la zone euro. Dans les faits, il veut réduire l'impôt sur les sociétés (de 33,3% à 25%), baisser les dépenses publiques (de 57% à 52% du PIB en cinq ans), supprimer l'impôt sur la fortune prélevé sur les actions et harmoniser la fiscalité de l'épargne.

Credit Suisse maintient donc sa recommandation positive sur les actions européennes, avec un objectif de fin d'année sur l'Euro Stoxx 50 à 3800 points. Les indicateurs avancés permettent d'anticiper une croissance proche de 3% du PIB de la zone euro, supérieure à celle des Etats-Unis. «La dynamique des profits d'entreprises est favorable, meilleure que celle du reste du monde, et seulement 20% des capitaux qui sont sortis d'Europe depuis début 2016 sont revenus. Ma préférence va pour les actions françaises jugées bon marché comme Orange, Vinci, Crédit Agricole, ou des entreprises cycliques exposées aux débouchés européens, comme Assa Abloy, Legrand, SAP, Ryanair, Zalando, Capgemini ou Randstad», ajoute l'analyste.

Dennis Jose, de la banque Barclays, prévoit aussi une accélération des investissements étrangers en actions européennes, liée au recul du risque politique en zone euro: «Les fonds investis en actions euro-

résolu ses problèmes pour autant.»

Sergio Rossi,
Professeur, Université de Fribourg

péennes ont subi des sorties nettes de capitaux pour 100 milliards d'euros en 2016, qui devraient revenir sur les marchés. Les secteurs gagnants en Bourse recherchés par les gérants sont les banques, l'automobile, le transport, les médias, l'Espagne, l'Italie, les valeurs domestiques, les petites et moyennes valeurs. En outre, les banques européennes n'ont jamais été aussi bon marché par rapport aux banques américaines depuis 1980.»

L'expert de Barclays constate enfin que les sociétés avec une forte exposition au marché français et celles exposées à la zone euro sont encore valorisées à un niveau de récession. Barclays conseille donc d'acheter des valeurs décotées dont la dynamique de profit est meilleure que celle du marché: Axa, ABN Amro, Total, Crédit Agricole, ING, Adecco, Rexel, Vinci, Arkema, Rio Tinto, Vonovia. La banque recommande aussi des actions de sociétés avec une forte exposition au marché européen: Accorhotels, Axa, Euronext, Eiffage, Vinci, Iliad, Orange, EDF, Veolia Environnement, Metro, Repsol, Intesa Sanpaolo, Ryanair, Alstom, Deutsche Post, Wirecard, Enel. ■

■
«La zone euro n'a pas